



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-28036>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-28036**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ministères Sociaux

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Contrôle de service fait des dispositifs PIC IAE, FNE FORMATION, PRO A

Description : Le projet a pour objet le contrôle de service fait du PIC-IAE, FNE FORMATION, PRO A dans le cadre du conventionnement de l'Etat avec les OPCO

Identifiant de la procédure : ca09267e-9168-4d0d-9706-a4ed474ddc69

Identifiant interne : PRA023659

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 98390000 Autres services

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 3 300 000 Euros HT sur la durée maximale. Le montant estimatif pour chaque lot est décrit ci-après : Lot n°1 - CSF - PIC IAE : 400 000 Euros HT - sur la durée maximale; Lot n°2 - CSF - FNE FORMATION : 400 000 Euros HT - sur la durée maximale; Lot n°3 - CSF - PRO A: 300 000 Euros HT sur la durée maximale.

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 1,100,000 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 3,300,000 Euro

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est traité à prix unitaire dans la limite du montant maximal de 3.300 000 Euros HT sur la durée totale du marché. Il est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa date notification et reconductible 3x12 mois.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 3

Conditions du marché :

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 3

2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Cf. Règlement de la consultation (RC)

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Contrôle du service fait du dispositif PIC IAE

Description : Contrôle de service fait dans le cadre du conventionnement entre l'Etat et les OPCO

Identifiant interne : LOT 1 - PIC IAE

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 98390000 Autres services

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris

Code postal : 75007

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 Euros HT sur sa durée maximale de 4 ans. Le montant estimatif sur cette même période s'élève à 400 000 Euros HT.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : cf. Règlement de la consultation

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique comme suit : Sous-critère n°1 : Expertise de l'équipe dédiée et optimisation du dimensionnement, organisation des ressources - 20% ; Sous-critère n°2 : Qualité de la méthodologie d'intervention : 20% ; Sous-critère n°3 - Aptitude à identifier les attendus, leviers et freins garantissant le respect des délais ainsi que l'acceptabilité : 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

Critère :

Type : Prix

Description : Apprécié sur la base du montant porté au Détail quantitatif estimatif (DQE)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance en matière de sobriété numérique - le détail figure dans les documents de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 16/04/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R.5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter u lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn et garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Contrôle de service fait du dispositif FNE FORMATION

Description : CSF du dispositif FNE FORMATION dans le cadre du conventionnement entre l'Etat et les OPCO

Identifiant interne : LOT 2 FNE FORMATION

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 98390000 Autres services

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris

Code postal : 75007

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 1 200 000 Euros HT sur sa durée maximale. Le montant estimatif s'élève à 400 000 Euros HT sur cette même période

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : cf. Règlement de la consultation (RC)

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique comme suit : Sous-critère n°1 : Expertise de l'équipe dédiée et optimisation du dimensionnement, organisation des ressources - 20% ; Sous-critère n°2 : Qualité de la méthodologie d'intervention : 20% ; Sous-critère n°3 - Aptitude à identifier les attendus, leviers et freins garantissant le respect des délais ainsi que l'acceptabilité : 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

Critère :

Type : Prix

Description : Apprécié sur la base du montant porté au Détail quantitatif estimatif (DQE)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance en matière de sobriété numérique - le détail figure dans les documents de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 16/04/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R.5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter u lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn et garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des

mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Contrôle de service fait du dispositif PRO A

Description : CSF dans le cadre du dispositif PRO A - conventionnement Etat et OPCO

Identifiant interne : LOT 3 PRO A

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 98390000 Autres services

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville : Paris

Code postal : 75007

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.3 Durée estimée

Durée : 12 Mois

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Informations complémentaires : Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un maximum de 900 000 Euros HT sur sa durée maximale. Le montant estimatif s'élève à 300 000 Euros HT sur cette même période.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Cf.RC

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique : Sous-critère n°1 : Expertise de l'équipe dédiée et optimisation du dimensionnement, organisation des ressources - 20% ; Sous-critère n°2 : Qualité de la méthodologie d'intervention : 20% ; Sous-critère n°3 - Aptitude à identifier les attendus, leviers et freins garantissant le respect des délais ainsi que l'acceptabilité : 10%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 50

Critère :

Type : Prix

Description : Apprécié sur la base du montant porté au Détail quantitatif estimatif (DQE)

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

Critère :

Type : Qualité

Description : Performance en matière de sobriété numérique - le détail figure dans les documents de la consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 10

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 16/04/2025 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 Jour

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : oui

Informations relatives aux délais de recours : le référé précontractuel (articles L.5511 à L. 55112, et R. 5511 à R.5516 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat. 2) le référé contractuel (L. 55113 à L. 55123, et R. 5517 à R.55110 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter u lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn et garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ministères Sociaux

Numéro d'enregistrement : 11000201100044

Adresse postale : 78 rue Olivier de Serres

Ville : Paris

Code postal : 75015

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : vinh-phuoc.bui@sg.social.gouv.fr

Téléphone : 0664567520

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0002

Nom officiel : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75004

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 254a75a8-b3e1-49e1-8b9c-5c404fb92407 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 12/03/2025 à 14:02

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 12/03/2025